

Du 19 au 26 janvier 2021, les Assistants d'Éducation (AED), les Assistants de Prévention (AP), les Assistants Prévention et Sécurité (APS) et les Accompagnants des Élèves en Situation de Handicap (AESH) ont lancé un mouvement de grève nationale afin d'attirer l'attention de notre tutelle sur notre statut et nos conditions de travail. C'est dans cet élan que nous, AED et AESH de la vie scolaire du collège Lezay Marnésia (un établissement classé REP+ situé dans le quartier de la Meinau), observons depuis cette date cette grève pour voir aboutir nos différentes revendications et montrer notre rôle indispensable dans le bon fonctionnement de cet établissement d'enseignement scolaire du second degré.

En effet, il faut dire qu'actuellement nous, AED, ne pouvons exercer que pour une durée maximale de 6 ans au terme de laquelle nous ne pouvons pas bénéficier d'une Validation des Acquis d'Expérience (VAE). Or, une VAE, nous permettrait une évolution de carrière et donc des perspectives bien meilleures au bout de notre contrat surtout que certains d'entre nous souhaiteraient pouvoir continuer de travailler en tant qu'AED.

Ainsi, le statut actuel ne nous permettant pas d'envisager cette possibilité, nous devons continuer de nous former par nos propres moyens. Or, nous ne sommes pas que des "surveillants" ou des "pions", nous accompagnons quotidiennement des jeunes en construction qui, en fonction des moments, ont besoin d'une oreille attentive, d'un coup de main scolaire ou d'une aide pour comprendre les règles de la vie et les codes de l'éducation et ainsi pouvoir évoluer sereinement dans la société et dans leur formation.

Sans oublier que par nos missions, nous gérons les absences (appel de chaque représentant légal des élèves, récupération des justificatifs d'absence, justification sur l'ENT), la communication dans l'établissement, la surveillance des temps de "récré", des interclasses et de la restauration scolaire, les temps de permanences et j'en passe.

Nous faisons tous ce travail par la seule volonté d'accompagner ces jeunes sans aucune distinction quelques soient les conditions mais cela est un travail difficile. Un AED à temps plein sans formation travaille 41h par semaine, soit la quasi totalité des plages d'ouverture de l'établissement, et ceci pour un salaire de 1250 euro mensuel, quelque soit l'établissement. Pas de prime REP ou REP+, encore moins la prime Covid, malgré que nous soyons, quelle que soit la situation, en première ligne tous les jours de l'année scolaire.

Notre vie scolaire à la chance d'être soutenue par un collectif de personnels de notre établissement qui, depuis bientôt deux ans, cagnotte une partie de leur prime personnelle REP+ afin de nous inclure dans un programme auquel nous devrions être intégré dès sa création. De nombreux courriers ont été envoyés à Mr Blanquer, ministre de l'éducation nationale et de la jeunesse, depuis la création de ce collectif. A ce jour, tous les courriers sont restés sans réponses.

### **La situation doit changer.**

Nos revendications sont les suivantes :

- une reconnaissance de l'indispensabilité de notre poste par la possibilité d'être CDIser ,jusqu'à un temps plein, au terme des 6 années d'exercices d'AED et/ou la suppression de cette limite,

- l'intégration de l'ensemble du personnel des établissements concernés dans les versements des primes , notamment les AED, les AESH, les Psychologues de l'Education Nationale (PsyEN) et les assistant(e)s sociale,
- le remboursement des montants cagnottés depuis la création du collectif aux participants,
- la création d'une VAE au terme de notre contrat afin que nos différentes missions, éducatives comme administratives, soient officiellement reconnues.

Les assistant·e·s d'éducation, le 19/01/2021